

## **DE NOUVEAUX CONSTATS ET QUESTIONNEMENTS POUR NOS VALLEES ALPINES ET BAGNES**

- Le temps de gloire des hôtels, des écoles de ski et de RM, ces moteurs d'une station, fait partie du passé.  
La clientèle a d'autres envies, d'autres intérêts. Mais les hôtels et les RM restent indispensables
- La promotion immobilière ne nourrit plus, financièrement, notre tourisme. Nous connaissons cette échéance.
- On méprise encore les propriétaires de R2. Ils sont pourtant le meilleur atout pour valoriser nos régions alpines.
- L'activité des commerçants diminue en faveur de celle des artisans (rénovations, entretien, reconstruction ...).
- Les sports de glisse sur neige sont en perte de vitesse, mais les restaurants d'altitude sont prisés
- Le VTT reste cantonné dans une tranche d'âge limitée et laisse peu de revenus en station
- La clientèle vieillit. Nos infrastructures ne sont pas adaptées à leurs besoins. Un tourisme moins dépensier s'installe.
- Les RM n'ont pas encore pris des dispositions pour accueillir une clientèle non skieuse et âgée, voire familiale.
- Les RM veulent encore construire des lits marchants et concurrencer de fait les lits marchants existants.
- Ces lits sont souvent occupés par une clientèle très peu intéressante pour la population locale.
- Il ne faut, si possible, pas concurrencer les autres petites stations, mais les soutenir, nous en avons besoin.
- Une politique de baisse de prix n'augmente pas le nombre de touristes mais appauvrit les acteurs.  
A relever que vivre en station ne coûte pas plus cher que vivre en plaine. Et il y a la qualité de vie
- Le taux de réservation des hôtels en station avoisine les 34 %. C'est bien moins que les R2 professionnellement gérés.
- La station de Verbier est polluée par des affaires immobilières (2017) : c'est très mauvais pour notre tourisme.
- La télécabine de Bruson ne serait-elle pas responsable de la détérioration de la vie sociale et économique de la Côt ?
- Les caisses de pensions et autres institutions investissent 22,5 % des 750 milliards de primes annuelles encaissées dans l'immobilier.
- Mais jamais en montagne, bien que 15 à 20 % des primes payées ( ?) proviennent de ces régions.
- Sur 170 milliards investis, pourquoi pas un ou deux milliards pour la montagne (agriculture, industrie, tourisme...) ? Changer la loi ? Trouver les bonnes opportunités ? Il y en a !
- Les statistiques touristiques sont établies à Neuchâtel. Pourquoi pas dans une vallée valaisanne ? 30 emplois ?

### **UNE VISION POUR REUSSIR**

- Les trois stations de Zermatt, de Crans-Montana et de Verbier vont accaparer la bonne clientèle, la plus intéressante.
- Les domiciliations de clients riches se concentreront là où les infrastructures, la mobilité, la santé, etc., leur conviennent.
- La rénovation et l'entretien de l'immobilier fourniront d'excellents emplois et du travail aux entreprises locales.
- Les petites stations, surtout celles sans attractions particulières, vont s'appauvrir faute de revenus touristiques suffisants.
- Mais les 3 majors peuvent en aider quelques-unes, non pas en les subventionnant, mais en "s'appropriant" leurs atouts pour les mettre en valeur.
- Par exemple, le lac de Champex, le zoo des Marécottes, les gorges du Durnand, etc. font partie de l'aire d'activité de Verbier.
- Les majors auront donc intérêt à entretenir et à promouvoir ces "attractions" pour leurs hôtes (tous gagnants !).
- Les majors et leurs autorités devront aider à valoriser la mise en location et l'occupation de tous leurs lits disponibles.

- La commune de Bagnes doit rechercher, quand-même, d'autres ressources de revenus que celles du tourisme.
- Comment encourager nos indigènes âgés à rester à Bagnes dès leur retraite ? Pourquoi partiraient-ils avec leur fortune ?
- Comment encourager les retraités confédérés, voire étrangers à s'établir à Bagnes ? Que faut-il faire ? Une commission y travaille.
- Le pôle économique (de l'Entremont ?) se déplace gentiment de Verbier vers le Châble. Sommes-nous organisés pour cela ?  
La fusion Bagnes-Vollèges peut faciliter et solutionner de nombreux problèmes mentionnés ci-dessus.
- Comment aider, encourager notre jeunesse à organiser des manifestations sportives, culturelles, sociales, voire économiques ?
- Faut-il adapter les lois pour que les caisses de pension, les assurances puissent investir 1 ou 2 % en régions de montagne ?

André Guinnard, 06 février 2017 et 21.09.2017